



Mona Ozouf

JULES FERRY

La liberté et la tradition

L'ESPRIT DE LA CITÉ
GALLIMARD

L'Esprit de la cité

Du même auteur

- L'École, l'Église et la République*, 1871-1914, Paris, Armand Colin, 1962 ; rééd. Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1992.
- La Fête révolutionnaire*, 1789-1799, Paris, Gallimard, 1976 ; rééd. coll. « Folio Histoire », 1988.
- La Classe ininterrompue. Cahiers de la famille Sandre, enseignants*, 1780-1960, Paris, Hachette, 1979.
- L'École de la France. Essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris, Gallimard, 1984.
- L'Homme régénéré. Essais sur la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1989.
- Les Mots des femmes. Essai sur la singularité française*, Paris, Fayard, coll. « L'Esprit de la cité », 1995 ; rééd. Gallimard, coll. « Tel », 1999.
- La Muse démocratique. Henry James ou le pouvoir du roman*, Paris, Calmann-Lévy, 1998.
- Les Aveux du roman. Le XIX^e siècle entre Ancien Régime et Révolution*, Paris, Fayard, coll. « L'Esprit de la cité », 2001 ; rééd. Gallimard, coll. « Tel », 2004.
- Jules Ferry*, Paris, Bayard/BNF, coll. « Les grands hommes d'État », 2005.
- Varennnes. La mort de la royauté*, Paris, Gallimard, coll. « Les Journées qui ont fait la France », 2005.
- Composition française. Retour sur une enfance bretonne*, Paris, Gallimard, 2009 ; rééd. coll. « Folio », 2010.
- La Cause des livres*, Paris, Gallimard, 2011 ; rééd. coll. « Folio », 2013.

En collaboration avec Jacques Ozouf

La République des instituteurs, Paris, Gallimard-Éd. du Seuil, 1992.

Sous la direction de François Furet et Mona Ozouf

- Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988.
- La Gironde et les Girondins*, Paris, Payot, 1991.
- Le Siècle de l'avènement républicain*, Paris, Gallimard, 1993.

Mona Ozouf

JULES FERRY

LA LIBERTÉ ET LA TRADITION

nrf

GALLIMARD

Avant-propos

La difficulté avec la France, c'est qu'il y en a deux : en elle coexistent une nation aristocratique et une nation démocratique ; un pays conservateur et un pays révolutionnaire ; l'un presque engourdi, l'autre éminemment inflammable. Tel était bien le sentiment de Jules Ferry. L'homme politique selon lui avait à composer avec la nation-héritage — un cadeau à recevoir — et la nation-volonté — une tâche à accomplir.

Dans cette dualité on peut trouver la réponse à une énigme : car le débat sur l'identité nationale, diabolisé sitôt qu'entamé, allume en France un incendie polémique. Il révèle une angoisse qui porte et cache à la fois des noms familiers — Islam, banlieue, immigration, Europe, la liste est longue. Mais on aurait tort de croire que l'anxiété se nourrit seulement des menaces et des peurs de notre époque. Elle a toujours accompagné la réflexion sur ce qui constitue le sentiment d'être français. Et il y a là un paradoxe : cette persistante inquiétude, comment l'expliquer dans un pays de si longue continuité, historique, géographique, administrative ? Si profondément pénétré, par ailleurs, de la certitude qu'il existe un esprit

français ? Mais précisément : la passion mise à découvrir la formule de l'identité n'est si fébrile que parce qu'elle est réactive. Elle répond aux tentations de dissidence que multiplie l'histoire nationale, et dont la fracture révolutionnaire est l'emblème.

De cette histoire nationale double l'homme Ferry est lui-même emblématique, et rien ne le montre mieux que la réception de son image et de son œuvre. Il a d'abord été le personnage le plus haï de notre vie politique : celui qui, disait-on, avait affamé Paris pendant le siège, chassé Dieu des écoles publiques, précipité le pays dans l'aventure coloniale, bientôt soupçonné d'intelligence avec l'ennemi, hué et molesté dans les rues parisiennes, échappant de peu au lynchage populaire et à la tentative d'assassinat. Après sa mort est venue l'embellie : un long moment où on célèbre en lui, au-dedans, le génial artisan de l'unité nationale par l'école et la vie civique au village, et, au-dehors, l'inventeur d'un projet d'expansion capable de pourvoir la France d'une mission nouvelle, apte à compenser la platitude spirituelle de la vie républicaine. Le monument édifié en 1896 à Saint-Dié, sa ville natale, illustre cet œcuménisme réparateur : dressée sur son socle, l'austère silhouette du législateur domine une République patriote munie de son drapeau, conduisant conjointement un enfant annamite et un écolier français à la lumière du savoir.

Les choses devaient encore changer : on honore toujours Ferry aujourd'hui, mais en le fendant en deux. D'un côté, celui à qui son œuvre scolaire vaut l'hommage national. De l'autre, l'homme de la colonisation, qui mérite au mieux le silence et au pire l'opprobre. Le premier appelle la reconnaissance de la

patrie, le second sa repentance. Et nous sommes invités à séparer soigneusement les deux Ferry.

Le livre que voici se propose de restituer à Ferry la cohérence de sa figure politique. Il était intimement convaincu de la continuité de la France, dont l'histoire vient de bien plus loin que la Révolution française, pleinement conscient de la puissance vitale du passé ; ennemi déclaré, en conséquence, de l'illusion révolutionnaire de la table rase et de la création d'un monde refait à neuf. Mais il gardait aussi en mémoire l'histoire d'un XIX^e siècle spasmodique, où le tremblement de terre de 1789, et plus encore de 1793, avait connu deux répliques dramatiques en 1848 et 1871 : par trois fois la France et la République avaient été défaites. Après avoir identifié cette pathologie, politique pour l'essentiel, et rédigé une ordonnance, elle aussi politique, Ferry entreprend donc de refaire la France, comme patrie morale d'abord, comme grande puissance ensuite. Enfin, il cherche à parfaire, autant qu'il est possible, des institutions nées de circonstances difficiles et d'un bricolage incertain.

Cette entreprise déterminée, menée sans faiblesse en si peu d'années, et dont aujourd'hui tant nous est resté, fait de lui sans conteste un artisan majeur de l'identité française. Un artisan inquiet, toutefois, et partagé : conscient de la force de la coutume, mais certain que la raison doit en avoir raison ; sûr de posséder un précieux héritage, mais décidé à ne pas se laisser posséder par lui ; sensible au despotisme toujours latent dans la culture républicaine, mais demandant à la pensée libérale de quoi le contenir ; soucieux de garder sa prééminence à la sphère publique, mais cherchant à loger en elle la libre expression des groupes particuliers. Tout cela au

prix de lourdes difficultés conceptuelles et dans l'incompréhension générale : ce n'était pas rien de rapatrier dans l'activisme républicain le sens de l'histoire et le respect de la tradition.

UN HÉRITIER

Fixer sur le perron de l'Élysée l'image de ministres frais éclos, ce n'était pas encore l'usage, à l'aube de notre République. Imaginons pourtant, couleur sépia, la photographie qu'on aurait pu faire, le 4 février 1879, du nouveau ministère. Nous peinerions à y reconnaître la consécration d'une date éclatante, celle où un président républicain peut enfin s'entourer de ministres républicains, événement capital mais que nous avons oublié et que nul ne commémore. Nous aurions plus de difficultés encore à identifier les nouveaux promus : tous enveloppés du deuil auquel le XIX^e siècle a condamné le genre masculin, identique noirceur des redingotes, gilets et nœuds papillon, même raideur des cols empesés, même solennité des postures. La seule concession à l'originalité, ici, tient à la longueur de la moustache ou à l'abondance de la barbe, mais sur tous les visages flotte le même air de concentration migraineuse. Le photographe eût-il légendé son portrait, que les noms des nouveaux promus, Cochery, Waddington, Greslet, Tirard, Freycinet, Léon Say, n'éveilleraient eux-mêmes en nous que de maigres souvenirs. À l'exception toutefois de l'homme

qui dans cette brumeuse cohorte obtient un portefeuille jugé jusque-là subalterne, celui de l'Instruction publique : Jules Ferry.

Lui nous parle encore. Le président de la République a placé son quinquennat sous sa bannière, son nom brille sur les murs de nos villes et au fronton de nos écoles. Mieux, les réformes qu'il a mises en œuvre continuent à tisser notre vie quotidienne. Et pas seulement en raison des écoles qu'il a rendu gratuites, obligatoires et laïques, et auxquelles on pense toujours quand on l'évoque. Car nous achetons au kiosque le journal de notre choix, sans crainte de la censure et sans restriction aucune, et nous avons oublié son rôle dans l'acquisition de cette liberté fondamentale. S'il nous est permis de nous réunir librement et, pour défendre nos intérêts légitimes, de rejoindre un syndicat, nous le lui devons aussi. Comme de pouvoir élire nos maires, au lieu de les recevoir du préfet ou de la loi non écrite qui a longtemps désigné pour la mairie l'important du bourg, seigneur ou gros propriétaire. Toutes nos libertés publiques, devenues invisibles par leur évidence même, ont été acquises au long des six petites années où Jules Ferry a, et encore de manière intermittente, détenu le pouvoir.

C'est assez pour lui valoir le titre d'homme qui a fait la France, et les historiens, notamment anglo-saxons, ne le lui ont pas chicané. Pour Eugen Weber, il est un de ceux qui, au terme d'une entreprise réfléchie, menée avec une ténacité peu commune, ont su, d'un peuple de paysans, faire surgir des Français. Cette création, la langue anglaise en fait, avec plus de force que le français (*Peasants* into *Frenchmen*), une vraie métamorphose. Les paysans tirent du pays leur nom de baptême, mais le pays, pour eux, n'est encore nullement la

France ; les traits et les contours de cette lointaine personne restent inconnus à ceux qui n'ont jamais eu de carte sous les yeux, son histoire est ignorée de ceux qui ne lisent pas, sa capitale plus exotique que l'Inde ou que la Chine. Le « pays », c'est seulement leur canton étroitement circonscrit, replié sur lui-même, ankylosé dans ses usages, remué par d'obscures querelles de bornage, secoué par les peurs ancestrales de la grêle et des sorciers ; d'une intimité assez chaleureuse cependant pour qu'on contracte, quand on en est éloigné, le « mal du pays ». Les échos de la nation y arrivent assourdis, déformés, méconnaissables : on s'y est longtemps entretenu des exploits d'un certain Napoléon Bonne-attrape, et dans cette aube républicaine, il arrive qu'on menace les enfants dissipés de la venue d'un ogre, le Grand-Bêta. Les historiens anglosaxons en déduisent qu'en France le sentiment national est d'apparition tardive ; les noces de la France avec les Français ont été longues à se conclure, et elles ont été préparées, arrangées, et finalement consommées au cours de l'immense entreprise pédagogique à laquelle Jules Ferry a attaché son nom.

Mais voici le surprenant. L'homme qui aborde aux affaires en ce mois de février 1879 aurait malaisément consenti à ce que l'expression « faire la France » comporte d'arrogance volontariste. Rien ne lui aurait paru moins intelligible que l'idée de prêter à la France, au moment où il s'apprête à y inscrire ses projets, une personnalité incertaine. Sur elle il porte d'emblée un regard d'héritier, qui a déjà reçu en partage les biens essentiels au sentiment d'appartenance : une précieuse évidence, charnelle tout autant qu'historique.

Charnelle, car l'homme a beau avoir fait ses classes politiques dans les salons parisiens où se réunissaient les jeunes

opposants à l'Empire, il est un terrien, qui a appris la France à la semelle de ses souliers. À ce grand marcheur, les vingt-cinq kilomètres qui séparent Saint-Dié de Sainte-Marie-aux-Mines ne font pas peur. Sa correspondance, plus libre que ses écrits politiques, dit souvent la ferveur des départs dans l'air léger du matin, mais aussi la soumission ascétique à l'averse et à la canicule, aux surprises de la route. Il y a là tout un apprentissage de la nécessité : un promeneur à pied ne formerait jamais le projet saugrenu, si cher aux géomètres de la Constituante, ces amoureux de l'identique, de découper le territoire français en carrés égaux et réguliers. Lui sait que ni les kilomètres ni les lieux ne se valent, qu'il faut compter avec le caprice des rivières, l'obstination des montagnes, la raideur des côtes et les fondrières du chemin. Il connaît les pays faciles, amicaux au flâneur, les terroirs rudes qui imposent l'effort, les paysages qui manifestent plus de bonne volonté que de charme, comme son pays natal, la « Lorraine pluvieuse, mélancolique et navrée ».

Les tournées électorales contribuent elles aussi — même si la carriole et la diligence viennent ici au secours du marcheur — à enraciner le député dans la vie lente des campagnes. Il y faut la patience résignée à une « vie de chopes et de bières », l'estomac solide que requièrent « les décamètres d'andouillettes » et les quiches (le lecteur des lettres de Ferry retrouve ici l'atmosphère des romans d'Erckmann-Chatrian). L'arpentage du terrain électoral endurecît celui qui le pratique à ce qu'il appelle « la politique de plein air ». En cheminant, il apprend que l'air glacial d'un mois de mai tient au même instant en alerte tout ce que la France compte de viticulteurs, d'horticulteurs, de cultivateurs, de jardiniers. Il partage leurs angoisses, il guette

avec eux l'embellie. Au fil de la campagne électorale, il voit défiler une France travaillée, jardinée, autant de « Millet à la hou, Millet à la gerbe, Millet au repos, sous les grands arbres chargés de fruits ».

À de telles notations, on comprend que le marcheur est aussi un homme qui a regardé beaucoup de tableaux, dans le genre académique il est vrai, puisque dans les meules de Monet, à la différence de son grand rival Clemenceau mais comme tant de ses contemporains, il ne saura voir qu'aventureux barbouillage. Il s'est initié lui-même à la peinture, pratique le dessin, et parcourt la campagne carnet de croquis en main, à la recherche du cloître effondré, de la ruine mangée par le lierre ; déconcerté, parfois, par « un paysage embrouillé de vignes et de pampres », mais cherchant partout la ligne forte, l'architecture secrète du paysage, tout ce qui contribue à entretenir chez lui le sentiment de la nécessité ; un pays aussi fermement dessiné, aussi anciennement « *maçonné* » — c'est son mot —, qui pourrait prétendre le « faire » ?

Car l'évidence de la sédimentation historique vient redoubler l'évidence physique du territoire. Faire la France ? Pour énoncer un objectif aussi démesuré, il faudrait ignorer le lent travail des siècles. Ferry n'aurait eu aucune peine à faire sienne la célèbre vision gaullienne d'une France qui vient du « fond des âges ». Alors que les hommes de la Révolution, tout à l'ivresse d'inventer une société inédite, voyaient dans le passé un tombeau et dans la coutume un suaire, lui tient ce qui a duré pour signe et gage de valeur.

L'adjectif « vieux » ne vient sous sa plume qu'entouré de vocables attendrissants et respectueux. Son souvenir le plus cher est celui de la vieille tuilerie, lieu béni des vacances chez

l'oncle Émile, antonyme de l'austère logis paternel. Neige-t-il sur Athènes, où il a été nommé ambassadeur ? Le spectacle de la mesquine petite neige qui fond sitôt le sol touché ramène à la mémoire les bonnes vieilles neiges des Vosges, neiges d'antan qui faisaient mieux goûter la chaude sécurité de l'enfance autour des feux de bois. Aime-t-il une ville ? Elle est ancienne, tortueuse, un peu bancale, comme l'était le Paris métissé de Diderot et de Voltaire, que la terrible chirurgie haussmannienne a éventré. Vante-t-il le charme d'une demeure ? Elle est pleine de vieux tableaux et de vieilles poutres : ce peut être celle des cousins Ferry, dans Strasbourg occupée, mais où le Prussien est invisible, comme tenu à distance par les vieux arbres géants, les poêles de faïence et les vieilles rampes de bois, « tout un luxe de bonhomie cossue et de confortable bourgeois » ; ce peut être celle de Jules Grévy, enfouie sous les platanes, archétype républicain qui dit « la famille, les aïeux, l'hospitalité, la simplicité ». S'il est souffrant, il combat le mal avec de « vieilles médecines ». Comme il croira pouvoir guérir le mal français, celui de la désunion, en appelant à son secours « *la bonne vieille morale de nos pères* », objet d'un long et véhément débat à la Chambre. Et il reste convaincu que s'il peut y avoir du patriotisme chez les peuples jeunes, on a, lui semble-t-il, plus de tendresse pour les vieux peuples, parce qu'on pleure — et cela dit beaucoup sur la sensibilité ferryste — la longue suite de leurs malheurs.

Le goût, presque la piété, pour les choses passées — lui-même n'aimait que les vieilles pipes et les vieux chapeaux — est assez fort chez Ferry pour brouiller parfois les frontières politiques pourtant si nettes dans son esprit. Voir la Fête-Dieu ramener dans la grand-rue, à Saint-Dié, un reposoir comme au

vieux temps satisfait en lui le sens de la continuité. Il n'oublie jamais de citer avec éloge les hommes du passé qui, bien que non républicains, ont été ses devanciers, Duruy, et Guizot lui-même. Il salue, parmi les combattants du 16 mai, la présence d'alliés inattendus, « les vieux conservateurs campagnards ». Les prêtres même, qui le tiennent pour leur ennemi mortel, parlent à son cœur pour peu qu'ils soient « de la vieille race des prélats d'autrefois », ceux qui savent ce qu'est un bon médoc — qui lui aussi a besoin de bien vieillir. Ainsi le cardinal rencontré à Bordeaux dans la tempête de cet article 7 qui ôte aux congrégations non autorisées le droit d'enseigner : l'homme est un vivant et débonnaire démenti à l'espèce « maigre et bilieuse » des prélats qu'a engendrés l'Empire, où le lecteur du Zola de *La Conquête de Plassans* croit reconnaître la silhouette maléfique de l'abbé Faujas. L'espace d'un instant, on voit même Ferry, cet ennemi juré des jacobinières, se prendre de compréhension pour les zélotes de Saint-Just et de Robespierre. Pourquoi cette fugace indulgence ? C'est que dans l'adoration du salut public on peut voir une manière de « *chevalerie* ».

Ferry est donc l'homme des attaches et des liens, chez qui règne la conviction d'appartenir à plus ancien que soi. Imposable, et du reste peu souhaitable, de trancher la touffe de racines du passé et de s'affranchir des souvenirs : il est, dès sa prime jeunesse, un homme de la mémoire et de la dette. Et rien ne le fait mieux sentir qu'un des tout premiers textes qu'il a signés.

Il a vingt-trois ans tout juste, il est stagiaire au barreau de Paris, et le voici — c'est un honneur — désigné pour prononcer le discours de rentrée de la conférence des avocats,

avec la bénédiction du grand orateur Berryer. Le sujet qu'il choisit — l'influence des idées philosophiques sur le barreau du XVIII^e siècle — dit assez son orientation politique et son intention polémique. Il y a dans le propos de l'apprenti conférencier un accent dramatique : les années où il vit, dit-il, sont « des moments de lassitude et d'épuisement où l'esprit humain semble, comme les vieillards, n'aimer plus qu'à se souvenir ». Qui croirait écouter un jeune homme ? Son discours est une méditation mélancolique sur la relation des pères et des fils, et sur la dette de ceux-ci. Car dans les sombres jours de l'Empire, et à rebours du mouvement naturel de la jeunesse, les fils, privés d'aimantation vers l'avenir, de projets et d'espérances, doivent se tourner vers les pères. Et c'est pour se découvrir tous fils du XVIII^e siècle : soit fidèles, soit hostiles à sa mémoire et à ses leçons, ils sont, quoi qu'ils en aient, les héritiers des grandes figures du passé.

La fidélité à l'héritage est ce qui vient, chez cet athée déterminé, combler le vide spirituel des temps démocratiques. Elle dispense la seule immortalité à laquelle désormais les hommes peuvent prétendre, la survie dans le cœur de ceux qui les ont aimés. Là, dit Ferry, avoué d'existence, est tout notre culte. Après la mort de Blandine Ollivier, l'amour de sa jeunesse, il avait dit poursuivre avec elle un vivant et mystérieux commerce. Quand le cousin Ernest a voulu épouser une protestante, se condamnant par là au mariage civil qui heurte les sentiments de la parentèle dévote, Jules s'est tenu à ses côtés, a bataillé pour qu'en ces noces veuves de solennités religieuses « l'âme de la famille » au moins soit présente, sacré familial chargé de remplacer l'autre. Dans cet attachement à la mémoire des aïeux, il voit du reste un trait du tempéra-

ment français : alors que les Grecs, dont à Athènes il observe les rites, honorent bruyamment leurs morts pour les oublier séance tenante, les Français se révèlent autrement constitués. « La note mélancolique, écrit-il, nous demeure la plus chère, nous croyons aux larmes et nous les aimons. »

Quand on vit avec les morts, quand on marche environné d'ombres fidèles, comment croire à la chimère d'un homme nouveau, faire le rêve d'un peuple neuf ? Comment imaginer que des vieux États se laisseront gouverner par des maximes fraîchement inventées ? Comment prêter l'oreille au discours exalté des hommes de la Révolution, qui prétendaient, comme l'avait dit Barère, ne « dater que d'aujourd'hui » ? Tout, chez Ferry, en dépit de son libéralisme, proteste contre l'idée d'un individu indépendant et solitaire, imposant sa volonté à la société : comment l'informerait-il, alors que c'est elle qui l'a formé ? La France dans laquelle le nouveau ministre de l'Instruction publique s'apprête à inscrire son action est une France majeure, depuis longtemps pourvue de sa carte d'identité. Définir l'identité française, exercice devenu depuis peu à la mode, n'aurait présenté pour lui aucune difficulté. À ses yeux, le tempérament national, très anciennement constitué, est une donnée incontournable de l'action politique.

La France, donc, à la différence de ses voisins, est un pays où l'État a précédé la nation, où le sentiment national est né du pouvoir politique. Centralisée, la France l'est originellement, puisqu'elle s'est constituée à partir d'un centre, à la manière besogneuse d'un paysan qui arrondit son domaine. La monarchie a constamment travaillé à rassembler, rationaliser et uniformiser ses possessions disparates, et dans cette action elle a été relayée par la Révolution qui l'a en un sens

couronnée. Ces figures antagonistes ont œuvré de concert à ce que Montesquieu appelait l'esprit d'uniformité, développé une culture commune de l'autorité. La France est un pays où les hommes n'ont pas de goût spontané pour la participation aux affaires de la cité, où leur esprit civique s'endort entre deux élections, où ils attendent tout de l'État, peu doués pour la transaction, aisément fascinés par le pouvoir fort.

La France, par ailleurs, est un pays rural. Le Français est massivement un paysan : les prêtres eux-mêmes sont dans leur majorité « fils de la charrue et du sillon » et chez le plus urbain des Français — comme Jules Ferry, si lié au Paris du barreau, des musées, des salons républicains — vit la mémoire toujours proche des ancêtres terriens. Elle vient nourrir la constante comparaison de l'art politique à l'art horticole : le premier, comme le second, réclame la patience de qui sème, la minutie de qui éclaircit, la prudence de qui élague. Dans cette filiation paysanne gît le secret du profond conservatisme français. Les paysans que décrit Ferry sont des réalistes à la longue mémoire. Ils se souviennent des biens communaux, de la dîme qui allait au curé, tiennent à la Révolution qui les a affranchis et leur a donné la possession incontestée de la terre. Ils ne sont pas prêts à lâcher ce qu'ils ont acquis, et voilà qui fait du retour d'Henri V un rêve chimérique.

Plus généralement, ils haïssent toute idée de changement. C'est donc un rêve de collègue d'imaginer que les paysans sont prêts à se faire tuer pour le régime parlementaire, et la possession du bulletin de vote ne change ni leur goût des habitudes ni leur tenace méfiance : si d'aventure on s'avisait de rémunérer les fonctions municipales, elles leur deviendraient immédiatement suspectes. Ils vivent en marge de l'histoire politique,